

Renseignor

le Renseignement ouvert par la radio

N°1215 le 30 janvier 2022

Dans ce numéro

En Allemagne, un Russe soupçonné d'avoir espionné le programme spatial européen Ariane au profit de Moscou...

(Page 2)

La Corée du Nord effectue son septième tir de missile depuis le début de l'année...

(Page 4)

Plusieurs milliers de militaires américains placés en état d'alerte suite à l'augmentation des tensions à la frontière russo-ukrainienne...

(Page 5)

Nouvel incident frontalier à la frontière séparant le Tadjikistan du Kirghizstan...

(Page 6)

Plusieurs avions chinois de guerre électronique détectés dans la Zone d'identification de la défense aérienne de Taïwan...

(Page 7)

Forte augmentation des cyberattaques recensées à Taïwan...

(Page 8)

FORMULATION D'ARTICLE

- Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

Vers un élargissement de la coopération stratégique entre la Russie et trois pays d'Amérique latine...

Le ministre des Affaires étrangères de la Russie, Sergueï Lavrov, a souligné aujourd'hui que le président Vladimir Poutine a accepté d'élargir la coopération stratégique dans tous les domaines lors d'échanges de vues avec les chefs d'État de Cuba, du Nicaragua et du Venezuela. Lors d'une séance plénière de la Douma d'État (chambre basse du Parlement), le haut fonctionnaire a rappelé que les conversations téléphoniques récentes du président avec ses homologues de Cuba, Miguel Diaz-Canel, du Nicaragua, Daniel Ortega, et du Venezuela, Nicolas Maduro, avaient porté sur ces questions. Le ministre des Affaires étrangères a souligné que Moscou a développé des relations de partenariat stratégique très étroites avec les trois pays dans tous les domaines du développement économique, culturel, éducatif et dans le domaine technico-militaire. « Au cours de conversations téléphoniques récentes, le président Poutine et ses collègues de ces trois États amis très proches ont convenu d'examiner de nouvelles façons d'approfondir notre partenariat stratégique dans tous les domaines sans exception » a-t-il souligné. Il a exprimé l'espoir que les réunions périodiques des commissions compétentes reprendraient très prochainement et que les résultats des propositions de coopération seraient présentés.

(Radio Havane Cuba, le 27-01-2022)

Plusieurs sites internet nord-coréens auraient été victimes de cyberattaques...

Au nord du 38e parallèle, le réseau internet est agité. La connexion aux sites web des principales institutions du pays communiste reste toujours perturbée ce matin. Aujourd'hui vers 7 heures, le *Rodong Sinmun*, le journal officiel du Parti des travailleurs, l'Agence centrale de presse coréenne (KCNA), le ministère des Affaires étrangères, ainsi que le *Minju Choson*, le journal gouvernemental, et la compagnie aérienne Air Koryo, ont vu chacun leur site perturbé. Ces pannes seraient dues à une cyberattaque survenue hier, une attaque par déni de service distribué (DDoS). Une attaque DDoS consiste à inonder un réseau avec des volumes de trafic de données inhabituellement élevés afin de le paralyser. En effet, l'agence de presse *Reuters* a rapporté hier, en relayant un chercheur en cybersécurité de Grande-Bretagne, que la Corée du Nord avait été attaquée par ce moyen. Selon Junade Ali, tout le trafic vers et depuis le royaume ermite avait été interrompu hier matin, et cet incident a duré six heures. Les serveurs qui gèrent les *e-mails* sont redevenus accessibles, mais les pages web de certaines institutions ne fonctionnent toujours pas. P'yongyang est souvent pointé du doigt pour avoir très probablement cyberattaqué des organismes publics, tout comme financiers, du monde entier avec son équipe de hackers. Mais une fois en position de victime, le régime de Kim Jong-un n'arrive pas à restaurer rapidement ces dérèglements.

(KBS World Radio, le 27-01-2022)

... TERRORISME ...

Au Mali, participation active de militaires tchèques à la force antiterroriste *Takuba*...

Le ministère français de la Défense a indiqué vendredi que du 9 au 14 janvier, l'Unité légère de reconnaissance et d'intervention (ULRI) N°6, appuyée par le Task group franco-tchèque, a mené une opération de contrôle de zone au contact des populations à Anderamboukane et dans sa zone ouest. Pour la première fois depuis avril 2021, soldats maliens et commandos français et tchèques ont opéré dans cette ville frontalière avec le Niger, éloignée de Ménaka et régulièrement menacée par les groupes armés terroristes. Récemment, la présence de soldats étrangers sur le territoire malien dans le cadre de la force *Takuba* a suscité la controverse après l'arrivée de soldats danois critiquée par le pouvoir en place à Bamako. Copenhague a annoncé jeudi le rapatriement de sa centaine de soldats comme le demandait avec insistance la junte malienne. La Tchéquie fait partie des pays européens engagés au Mali qui ont demandé à Bamako dans un communiqué de respecter les bases solides de la coopération diplomatique et opérationnelle.

(*Radio Prague international, le 29-01-2022*)

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

Le coup d'État de l'armée burkinabée aurait été anticipé par la France selon *Africa Intelligence*...

La France aurait anticipé depuis septembre une tentative de coup d'État par l'armée au Burkina Faso. Selon les informations du site *Africa Intelligence* diffusant depuis Paris, des diplomates français travaillaient depuis septembre sur des scénarios de prise du pouvoir par l'armée. L'administration française aurait même proposé au président Roch Christian Kaboré, le 23 janvier, d'assurer une « exfiltration d'urgence » du pays. Le dimanche 23 janvier, les autorités françaises ont gardé le contact toute la journée avec Kaboré, mais ont perdu le contact avec lui au cours de la journée de lundi, précise le site. Cependant toutes ces informations ont été démenties par l'Élysée. Un groupe de soldats a pris le pouvoir le 24 janvier au Burkina Faso. Dans une déclaration lue à la chaîne nationale, ils ont annoncé la suspension de la constitution et la dissolution du gouvernement. Le président Kaboré qui avait été détenu par les soldats, a présenté sa démission dans une lettre manuscrite publiée lundi soir.

(*La voix de la Turquie, le 26-01-2022*)

En Allemagne, un Russe soupçonné d'avoir espionné le programme spatial européen Ariane au profit de Moscou...

La justice allemande a ouvert la voie à un procès contre un scientifique russe, Ilnur N. Employé dans une université bavaroise, il est soupçonné d'avoir espionné le programme spatial européen Ariane pour le compte de Moscou. Arrêté en juin dernier et inculpé le 9 décembre, il risque désormais de comparaître, si le tribunal compétent de Munich donne son feu vert, pour des activités d'agent des services secrets. Fin octobre, la justice allemande avait déjà condamné un ancien employé d'une société de sécurité informatique à deux ans de prison avec sursis pour avoir transmis des données sur la chambre des députés allemands à la Russie. Moscou est également accusé d'un piratage informatique à grande échelle qui a visé en 2015 les ordinateurs du Bundestag et les services de la chancellerie d'alors, Angela Merkel, ainsi que l'OTAN et la chaîne de télévision francophone *TV5 Monde*.

(*Deutsche Welle, le 27-01-2022*)

... MILITAIRE ...

Les installations du site nucléaire nord-coréen de Punggye-ri seraient toujours entretenues...

La Corée du Nord n'aurait pas totalement abandonné son site d'essais nucléaires de Punggye-ri, dont elle a détruit une partie en 2018. C'est ce qu'un chercheur du Stimson Center, un cercle de réflexion basé à Washington, a déclaré à la *Voix de l'Amérique (VOA)*. Selon Olli Heinonen, qui est également ancien vice-président de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), les installations sont toujours entretenues dans certaines conditions compte tenu des déplacements des véhicules et du déneigement que les images satellite montrent. Il ne s'agirait pas d'une simple opération de surveillance et certains immeubles sont utilisés, sans pour autant observer une grande fréquentation. L'expert en non-prolifération estime que P'yongyang pourrait utiliser des galeries qui n'ont pas été démantelées pour un nouveau test atomique. D'après lui, dans ce cas, le pays communiste creuserait une nouvelle entrée, qui sera détectée par les satellites au moins trois mois après le lancement de

travaux. Pourtant, pour Heinonen, le royaume ermite ne passera pas tout de suite à l'acte sur ce lieu, d'autant que les roches et les montagnes ont déjà été endommagées par les anciens tests puissants. Cette démarche devrait également déplaire à la Chine qui accueille les Jeux olympiques d'hiver à partir de la semaine prochaine. Toujours à en croire le chercheur, au vu des récents tirs d'essai de missiles à courte portée de P'yongyang, qui peuvent également être équipés d'armes nucléaires, la construction d'un nouveau site d'expérimentation atomique semble davantage plausible. Pour rappel, en mai 2018, la Corée du Nord a fait exploser une partie des galeries de ce site, situé à Kilju dans la province de Hamgyong du Nord, devant les journalistes étrangers, après avoir déclaré le moratoire sur les essais nucléaires et d'ICBM un mois plus tôt.

(KBS World Radio, le 24-01-2022)

P'yongyang poursuit ses tirs de missiles balistiques...

La Corée du Nord a procédé aujourd'hui dans la matinée à de nouveaux tirs de projectiles. Elle aurait lancé cette fois-ci deux missiles de croisière depuis sa région intérieure selon un responsable de l'armée sud-coréenne. Celle-ci surveille attentivement les agissements de son voisin du Nord et se tient prête à toute éventualité. Les services de renseignement sud-coréen et américain sont en train d'analyser la nature des engins, le site exact de leur lancement ou encore leur distance parcourue. Le même responsable a estimé pour le moment que les missiles n'auraient pas été tirés en direction de la mer de l'Est et qu'ils auraient parcouru une certaine distance dans la région du pays communiste avant de s'écraser. Toujours selon lui, si un projectile de ce type est lancé depuis le centre du territoire nord-coréen et vole à basse altitude, il est difficile de le détecter. En revanche, s'il est tiré vers le Sud, aucun problème ne se pose pour le repérer et l'intercepter. Pour rappel, P'yongyang a testé ses missiles balistiques à quatre reprises entre le 5 et le 17 janvier. Cependant, le tir de missile de croisière ne constitue pas une violation des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies.

(KBS World Radio, le 25-01-2022)

La Corée du Nord enchaîne les tirs de projectiles depuis le début de l'année. Aujourd'hui encore, elle a lancé deux missiles balistiques présumés de courte portée en direction de la mer de l'Est. L'état-major interarmées sud-coréen (JCS) a précisé que ces engins avaient été tirés successivement vers 8h00 et 8h05 près de Hamhung, dans la province de Hamgyong du Sud, dans le nord-est du territoire nord-coréen, et qu'ils avaient volé environ 190 kilomètres à une altitude de 20 kilomètres. Et d'ajouter qu'ils auraient frappé une petite île rocheuse inhabitée au large de Kilju, en Hamgyong du Nord. Les services de renseignement sud-coréen et américain sont en train de les analyser pour obtenir plus de détails. L'armée sud-coréenne surveille en temps réel les mouvements au nord du 38e parallèle et se tient prête à toute éventualité. Entre le 5 et le 25 janvier, le régime de Kim Jong-un a déjà effectué cinq lancements, dont quatre missiles balistiques. Mardi, il en a testé deux présumés être de croisière. Le 20 janvier, une semaine après l'imposition par Washington de ses propres sanctions à six Nord-Coréens, le royaume ermite avait menacé de revoir ses mesures de confiance à son égard ainsi que son moratoire de 2018 sur les essais nucléaires et de missiles balistiques intercontinentaux (ICBM), capables d'atteindre la totalité du continent américain. C'est dans ce contexte qu'il a procédé aujourd'hui aux nouveaux tirs de missiles balistiques, qui constituent une violation des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies. Le gouvernement sud-coréen a convoqué une nouvelle réunion d'urgence du Conseil de sécurité nationale (NSC) et a fait part de ses profonds regrets. Il a alors affirmé que ces lancements répétés étaient contraires à la demande de la communauté internationale, qui souhaite la paix dans la péninsule.

(KBS World Radio, le 27-01-2022)

La Corée du Nord confirme le lancement de missiles sol-sol tactiques guidés...

L'Agence centrale de presse nord-coréenne (KCNA), organisme d'État, affirme que l'Académie des sciences de la défense nationale a procédé jeudi à des tirs d'essai de missiles tactiques guidés. L'article de KCNA de vendredi indique également que deux missiles tactiques guidés ont touché l'île cible avec précision. L'armée sud-coréenne a déclaré jeudi que le Nord avait tiré deux projectiles depuis la province du Hamgyong du Sud en direction de la mer du Japon. Elle a déclaré qu'elle pensait que les projectiles étaient des missiles balistiques à courte portée. On suppose que l'annonce de la Corée du Nord fait référence à ces projectiles. L'agence KCNA a également déclaré que la Corée du Nord avait procédé mardi à un essai de tir d'un système de missiles de croisière à longue portée. Elle ajoute que deux missiles ont touché l'île-cible à 1 800 kilomètres de distance. Des responsables

militaires sud-coréens ont déclaré mardi que le Nord avait apparemment lancé deux missiles de croisière. On pense que le rapport de KCNA fait référence à ces missiles. Le journal du Parti des travailleurs de Corée du Nord, le *Rodong Sinmun*, rapporte également que le dirigeant Kim Jong-un a visité une usine de munitions qui produit d'importants systèmes d'armes, accompagné de sa sœur Kim Yo-jong et d'autres dignitaires. Le journal n'a pas précisé l'emplacement de l'usine. Mais il souligne que M. Kim a ordonné un nouveau renforcement de la capacité militaire du pays.
(*Radio Japon international, le 28-01-2022*)

La Corée du Nord a confirmé avoir tiré hier deux projectiles tactiques guidés sol-sol en direction de la mer de l'Est. Son agence de presse officielle (KCNA) a rapporté aujourd'hui que l'Académie des sciences de la défense avait effectué ce test visant à améliorer les performances des engins et que ceux-ci ont frappé avec précision une île-cible dans la mer. Et d'ajouter que la puissance de leurs ogives a, elle aussi, satisfait aux critères de conception. Hier, l'état-major interarmées sud-coréen (JCS) a annoncé avoir détecté tôt dans la matinée le lancement de deux projectiles, probablement des missiles balistiques de courte portée. Il a alors détaillé que le Nord les avait tirés depuis la région de Hamhung, dans le nord-est de son territoire, vers la mer de l'Est. Le JCS a indiqué plus tard que ces projectiles auraient volé 190 kilomètres à une altitude de 20 kilomètres. Il s'agit du sixième essai de l'année. Le régime de Kim Jong-un a également annoncé aujourd'hui avoir testé mardi deux missiles de croisière. D'après le média d'État, ceux-ci avaient eux aussi atteint avec précision une île-cible, après avoir parcouru 1 800 kilomètres pendant environ deux heures et demie en suivant leur trajectoire prévue. La KCNA a par ailleurs rapporté que l'homme fort de P'yongyang a inspecté une usine d'armement, sans préciser pour autant sa localisation ni la date du déplacement.
(*KBS World Radio, le 28-01-2022*)

La Corée du Nord effectue son septième tir de missile depuis le début de l'année...

Selon Matsuno Hirokazu, le porte-parole du gouvernement nippon, la Corée du Nord a procédé à un tir de missile balistique en direction de l'est. Il s'agit du septième tir effectué par P'yongyang depuis le début de l'année. « Si le projectile suit une trajectoire balistique normale, on estime qu'il a volé pendant une trentaine de minutes à environ 800 kilomètres, avec une altitude maximale avoisinant les 2000 kilomètres. On pense également qu'il est retombé en dehors de la zone économique exclusive de l'Archipel, au large des côtes de la mer du Japon » a précisé M. Matsuno. Il a ajouté que le gouvernement japonais avait mis sur pied une équipe d'urgence pour recueillir des informations. Aucun dommage ne serait pour l'heure à déplorer. L'armée sud-coréenne a également annoncé que la Corée du Nord avait effectué un tir de missile balistique présumé. Elle précise que le lancement a eu lieu dans la province de Jagang et en direction de la mer du Japon. Des analyses détaillées sont en cours avec la collaboration de l'armée américaine. La Corée du Nord a effectué plusieurs tirs de missiles en janvier.
(*Radio Japon international, le 30-01-2022*)

Plus d'une vingtaine de cas positifs au Covid-19 parmi l'équipage d'un destroyer sud-coréen en escale à Oman...

Un nouvel épisode de contamination collective est survenu au sein d'une unité militaire sud-coréenne en mission à l'étranger. Selon l'état-major interarmées, 27 membres ont été testés positifs au Covid-19 parmi les 304 militaires du 36e contingent de l'unité *Cheonghae*, à bord d'un navire ancré dans un port maritime d'Oman. Parmi eux, dix personnes ont montré des symptômes légers tels que des maux de tête et de gorge. Ils n'ont pas de fièvre. Les dix-sept autres sont asymptomatiques. Avant de quitter la Corée du Sud en novembre dernier, tous ces militaires ont accompli leur schéma vaccinal. Ils ont récemment reçu la troisième dose de rappel. Malgré ces précautions, ils ont fini par contracter le virus. Étant donné la période d'incubation, la liste des cas positifs pourrait s'allonger. L'état-major interarmées, en concertation avec les autorités omanaises, a décidé de confiner tous les membres de l'équipage dans un hôtel local pendant une semaine, à l'exception des personnels indispensables pour le fonctionnement du navire. La pilule de traitement a été envoyée depuis la Corée du Sud et ses lots sont arrivés hier sur place. Les autorités militaires mènent actuellement une enquête sur les raisons de la présence du virus à bord, alors que les contacts avec l'extérieur ont été strictement contrôlés et que des mesures sanitaires de haut niveau ont été appliquées. Pour rappel, l'unité *Cheonghae* a connu son premier épisode pandémique en juillet 2021. À l'époque, elle a compté environ 270 membres de son équipage testés positifs au Covid-19. Et elle a alors dû les rapatrier plus tôt que prévu.
(*KBS World Radio, le 28-01-2022*)

L'OTAN en passe de renforcer sa présence militaire en Europe de l'Est...

L'Alliance nord-atlantique a annoncé dans un communiqué que des navires de guerre et des avions de combat seront envoyés en renfort dans les pays alliés en Europe de l'Est et garde ses forces prêtes. Le texte précise que l'Alliance renforce la capacité de dissuasion et la défense alors que la Russie poursuit son déploiement militaire autour de l'Ukraine et dans le pays. Selon la déclaration de l'OTAN, le Danemark envoie une frégate en mer Baltique et se prépare à envoyer quatre avions F-16 en Lituanie pour soutenir la patrouille aérienne de l'OTAN dans la région. L'Espagne prévoit d'envoyer des avions de chasse en Bulgarie, ainsi que des navires de guerre pour rejoindre les forces navales de l'OTAN. La France s'est dite prête à envoyer des troupes en Roumanie pour servir sous le commandement de l'OTAN, et les Pays-Bas garderont deux avions de chasse F-35 en Bulgarie pour des patrouilles aériennes à partir du mois d'avril. Les Pays-Bas garderont également un navire et des troupes au sol pour la Force de réaction de l'OTAN. Les États-Unis ont également déclaré qu'ils prévoyaient de renforcer leur présence militaire dans la zone orientale de l'alliance. Suite à l'annexion illégale de la Crimée en Ukraine par la Russie en 2014, l'OTAN a renforcé sa présence dans la zone orientale avec quatre groupes de combat multinationaux en Estonie, en Lettonie, en Lituanie et en Pologne. Ces troupes sont dirigées par le Royaume-Uni, le Canada, l'Allemagne et les États-Unis. Les troupes sont tenues prêtes au combat. L'OTAN souligne que la présence de ces troupes indique qu'une attaque contre un allié sera considérée comme une attaque contre l'ensemble de l'Alliance.

(La voix de la Turquie, le 24-01-2022)

Plusieurs milliers de militaires américains placés en état d'alerte suite à l'augmentation des tensions à la frontière russo-ukrainienne...

Le département américain de la Défense a annoncé lundi que quelque 8 500 soldats ont été placés en état d'alerte accrue pour un éventuel déploiement en raison de l'escalade des tensions à la frontière russo-ukrainienne, sans qu'aucune décision n'ait toutefois été prise sur un éventuel déploiement officiel. John Kirby, porte-parole du département de la Défense, a déclaré lors d'un point de presse que mettre les forces américaines en alerte renforcée, c'est s'assurer que les États-Unis se prépareront à répondre à une éventuelle décision de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) de déployer sa force de réaction multinationale de 40 000 hommes connue sous le nom de NRF, qui pourrait être renforcée à court préavis. « Il s'agit vraiment de rassurer le flanc est de l'OTAN » a noté M. Kirby, ajoutant que l'ordre, qui émane du secrétaire à la Défense Lloyd Austin sous la direction du président Joe Biden, vise à prouver à quel point les États-Unis prennent au sérieux notre engagement envers l'OTAN et l'engagement de défense collective de l'Alliance. « Au total, le nombre de militaires que le secrétaire a placés en alerte renforcée s'élève à environ 8 500 » a indiqué le porte-parole.

(Radio Chine internationale, le 25-01-2022)

L'OTAN ne prévoit pas le déploiement de troupes combattantes en Ukraine...

Le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a déclaré qu'il ne prévoyait pas de déployer des forces combattantes en Ukraine. Dans un discours prononcé lors de la réunion du groupe de réflexion Conseil atlantique basé à Washington, Stoltenberg a déclaré que l'OTAN est prête à augmenter ses troupes en Europe de l'Est et suivait de près le déploiement de soldats et d'armes par la Russie en Biélorussie. Il a relevé que la Russie avait déployé des milliers de soldats, d'avions et des systèmes d'armes S-400 en Biélorussie. « Nous sommes en faveur d'une solution diplomatique, mais nous nous préparons au pire, y compris à une cyberattaque, un sabotage ou à l'invasion de l'Ukraine » a-t-il dit. « Nous ne prévoyons pas de déployer des forces combattantes en Ukraine » a affirmé Stoltenberg. Le secrétaire général de l'OTAN a réitéré qu'une éventuelle attaque de la Russie contre l'Ukraine entraînerait de graves sanctions, relevant que les plans de Moscou n'étaient pas clairs. Il a également admis les divergences entre les alliés sur le type de soutien à apporter à l'Ukraine. Alors que les États-Unis, l'Angleterre et le Canada fournissent des armes et une formation militaire à l'Ukraine, des pays comme l'Allemagne et la France n'y sont pas favorables.

(La voix de la Turquie, le 29-01-2022)

Manœuvres navales russes en mer Baltique...

Un total de vingt navires de guerre et de soutien russes sont entrés dans des zones désignées de la mer Baltique afin d'y mener des exercices, a déclaré lundi le district militaire russe de l'Ouest dans un communiqué. Les navires russes de la Flotte de la Baltique, regroupés en plusieurs groupes tactiques, mèneront des missions anti-sous-marins, de défense aérienne et de déminage, selon le communiqué.

Ces entraînements sont organisés alors que l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) met ses forces en alerte et envoie des navires et avions de combat supplémentaires en Europe de l'Est sur fond d'escalade des tensions en Ukraine et autour du pays. Plus tôt ce lundi, le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov a affirmé qu'il était impossible pour l'armée russe d'ignorer une hausse des activités militaires de l'OTAN en Europe de l'Est.

(Radio Chine internationale, le 25-01-2022)

Nouvelles manœuvres militaires russes à proximité de la frontière ukrainienne...

Les forces armées russes ont lancé une nouvelle série de manœuvres à proximité de l'Ukraine en partie annexée. Ces exercices impliquent quelque 6 000 hommes, des avions de chasse et des bombardiers selon les agences russes. L'annonce de ces exercices intervient quelques jours après que le Kremlin a dénoncé la mise en alerte de milliers de soldats américains en raison de la crise russo-occidentale sur l'Ukraine.

(Deutsche Welle, le 25-01-2022)

L'OTAN envisagerait de déployer des renforts en Slovaquie...

L'Alliance atlantique envisage un envoi éventuel de renforts basés en Slovaquie. C'est ce qu'a confirmé le chef de la diplomatie slovaque Ivan Korcok à l'issue de la session de la commission parlementaire pour des Affaires étrangères. Il a souligné cependant qu'aucune décision n'a été prise sur ce point. Hier, la télévision britannique *Sky News* a donné une information sur les réflexions de l'OTAN, mettant en perspective le déploiement possible d'un millier de militaires répartis sur les territoires des pays membres de l'OTAN, soit Roumanie, Bulgarie, Hongrie et Slovaquie. Le vice-président du parlement et membre de la commission parlementaire, Milan Lauročík, a mentionné que, lors de la session du Comité de sécurité mercredi ou lors de celle de la commission pour les Affaires étrangères, ces réflexions de l'OTAN n'ont pas été portées à l'ordre du jour.

(Radio Slovaquie international, le 28-01-2022)

Manœuvres navales sino-russes en mer d'Arabie...

Le ministère russe de la Défense a informé que les forces navales chinoises et russes mènent depuis mardi l'exercice militaire conjoint *Peaceful Sea 2022* dans la mer d'Arabie. Les manœuvres sont basées sur la recherche et la libération d'un cargo pétrolier, le *Boris Butoma*. Selon le communiqué, la partie russe a impliqué un groupe de navires de la Flotte du Pacifique, y compris le croiseur lance-missiles *Varyag*, et le destroyer *Admiral Tributs*. La marine chinoise était représentée par le destroyer *Urumchi* et le navire d'approvisionnement *Taihu*. Dans le cadre de cet exercice, on a transporté un blessé à bord d'un hélicoptère Ka-27PS de l'aviation navale de l'*Admiral Tributs* à l'*Urumqi*. Le ministère russe de la Défense a indiqué que le groupe naval de la Flotte du Pacifique avait poursuivi sa mission après l'exercice, après avoir quitté Vladivostok en décembre 2021. Les bateaux russes ont participé à l'exercice naval russo-indien *PASSEX* et aux exercices russo-chinois-iranien *CHIRU-2022*, faisant tous partie du renforcement de la capacité militaire de Moscou en Asie.

(Radio Havane Cuba, le 26-01-2022)

Nouvel incident frontalier à la frontière séparant le Tadjikistan du Kirghizstan...

Regain de tension à la frontière entre le Tadjikistan et le Kirghizstan, les gardes-frontières des deux pays sont engagés dans des combats armés dans une zone où des affrontements avaient déjà fait près de soixante morts au printemps dernier. Selon un communiqué des gardes-frontières du Kirghizstan, des ressortissants tadjiks ont bloqué une route frontalière sur le territoire kirghize. Ils affirment que la situation s'est dégradée lorsque la partie tadjike a ouvert le feu sur les unités kirghizes. Le Tadjikistan n'a pas commenté la situation dans l'immédiat. Cette zone est régulièrement l'objet de tensions liées à des questions d'accès à l'eau dans les deux ex-républiques soviétiques qui sont très pauvres.

(Deutsche Welle, le 27-01-2022)

La Turquie a salué le cessez-le-feu établi suite aux affrontements qui ont éclaté à la frontière entre le Tadjikistan et le Kirghizistan. Le ministère turc des Affaires étrangères a publié un communiqué à ce sujet. « Nous réitérons notre souhait sincère d'un règlement pacifique des tensions frontalières entre les deux pays amis et frères par la négociation » indique le texte. « Nous souhaitons que de tels incidents ne se reproduisent plus. Nous souhaitons que les victimes reposent en paix et souhaitons un prompt rétablissement aux blessés » indique encore le texte. Des affrontements avaient éclaté entre

les gardes-frontières du Kirghizistan et du Tadjikistan, faisant deux morts et vingt-et-un blessés. À la suite des pourparlers, les deux pays ont convenu d'un cessez-le-feu total.
(*La voix de la Turquie, le 29-01-2022*)

Intrusion de 39 avions de combat chinois dans la Zone d'identification de défense aérienne taïwanaise...

Ce dimanche, l'armée de l'air taïwanaise a annoncé qu'un total de 39 aéronefs chinois avaient traversé la Zone d'identification de défense aérienne taïwanaise (ADIZ) du sud-ouest ce même jour. Cette démonstration de force intervient au lendemain de la fin des exercices conjoints entre les États-Unis et le Japon effectués dans les zones maritimes au sud d'Okinawa du 17 au 22 janvier. La Chine a déployé deux avions de transport Y-9 EW, 10 avions multi-rôles *Chengdu* J-10, 24 chasseurs *Shenyang* J-16, 2 *Shaanxi* Y-8 et un bombardier *Xian* H-6. Ce chiffre représente le plus grand nombre de passages opérés en 24 heures depuis l'incursion du 4 octobre 2021 avec 56 passages et égale le 2 octobre 2021 avec 39 passages.

(*Radio Taïwan international, le 24-01-2022*)

Plusieurs avions chinois de guerre électronique détectés dans la Zone d'identification de la défense aérienne de Taïwan...

Selon l'armée taïwanaise, treize appareils militaires chinois, dont deux *Shenyang* J-16D, de guerre électronique repérés pour la première fois, ont pénétré lundi 24 janvier dans la partie sud-ouest de la Zone d'identification de la défense aérienne (ADIZ) de Taïwan. Il s'agissait de huit avions de combat J-16, d'un avion de guerre anti-sous-marin Y-8, de deux bombardiers H-6 et de deux appareils J-16D. Le J-16D est la version de guerre électronique du chasseur et le dernier modèle développé par la compagnie *Shenyang Aircraft Corp.* Il met en œuvre un système de guerre électronique pouvant détruire la capacité de l'ennemi à obtenir des informations et paralyser les systèmes électromagnétiques. Les avions ont tous été vus volant entre Taïwan et les îles Pratas placées sous l'administration taïwanaise, situées au sud-ouest du comté de Pingtung. L'avion de guerre anti-sous-marin Y-8 a par ailleurs effectué une trajectoire du côté du sud et du sud-est de Taïwan.

(*Radio Taïwan international, le 25-01-2022*)

... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...

La vente à l'Égypte d'avions de transport *Super Hercules* approuvée par le département d'État américain...

« Le département d'État a décidé d'approuver la vente de l'avion-cargo C-130J *Super Hercules* et de l'équipement connexe d'une valeur estimée à 2,2 milliards de dollars à l'Égypte » a indiqué l'Agence américaine de coopération en matière de sécurité et de défense. La vente comprend 12 avions C-130J, 12 moteurs de rechange et d'autres équipements de soutien. Dans une deuxième déclaration, l'agence a fait savoir que la vente de systèmes de radar de défense aérienne d'une valeur de 355 millions de dollars à l'Égypte a également été approuvée. Celle-ci comprend 3 systèmes radar terrestres SPS-48, des pièces de rechange pour ces systèmes, des moteurs, des générateurs et d'autres équipements. Les deux décisions ont été envoyées au Congrès américain. Si ce dernier ne s'oppose pas à la décision du Département dans les trente jours ouvrables, l'administration entame les discussions avec le pays où la vente est approuvée, sur le contenu du *package* de vente. À l'issue de ces discussions, les États-Unis présentent une lettre d'offre à ce pays. Le processus d'approvisionnement commence par la suite, en cas d'accord du pays acheteur.

(*La voix de la Turquie, le 26-01-2022*)

Prague décide de fournir plusieurs milliers d'obus à l'Ukraine...

Le gouvernement tchèque a décidé ce mercredi de fournir à l'Ukraine 4 006 obus d'artillerie d'une valeur de 36,6 millions de couronnes (1,5 million d'euros). La ministre de la Défense Jana Černočová qui a soumis la proposition au cabinet, considère ce don comme un important geste de solidarité. Selon le ministre des Affaires étrangères Jan Lipavský, la République tchèque envisage également d'autres formes d'aide à l'Ukraine. Plusieurs autres pays sont prêts à fournir du matériel militaire à l'Ukraine face à la menace russe, dont l'Allemagne qui a approuvé ce mercredi l'envoi de casques, ou encore le Royaume-Uni, le Danemark et l'Estonie.

(*Radio Prague international, le 27-01-2022*)

Forte augmentation des cyberattaques recensées à Taïwan...

La société Check Point Software, spécialisée dans la sécurité internet et dont le siège est en Israël, a publié les résultats de son enquête sur les cyberattaques dans le monde en 2021. Avec une moyenne de 2 644 cyberattaques par semaine, le nombre d'attaques recensées à Taïwan a augmenté de 38% en un an. La fréquence des cyberattaques ciblant un organisme taïwanais est aussi plus élevée que la moyenne mondiale qui se situe à 925 attaques hebdomadaires, en hausse de 50% par rapport à 2020. Au niveau international, ce sont les institutions de recherche et éducatives qui sont les plus ciblées par les hackers avec 1 605 attaques par semaine. Suivent les organismes gouvernementaux et militaires visés en moyenne 1 136 fois par semaine, devant les services et opérateurs télécoms qui ont été attaqués 1 079 fois par semaine en 2021. Le continent africain reste le moins sécuritaire en matière d'attaques internet avec 1 582 tentatives par semaine. La région Asie-Pacifique est aussi très ciblée avec 1 353 cyberattaques recensées en moyenne par semaine. Suivent ensuite l'Amérique latine (1 118 attaques hebdomadaires), l'Europe (670) et l'Amérique du Nord (503).

(Radio Taïwan international, le 24-01-2022)

Un groupe de hackers iraniens aurait piraté les caméras de surveillance présentes dans les rues des territoires occupés...

Un groupe de hackers connu sous le nom du *Bâton de Moïse* a déclaré avoir piraté les caméras de surveillance dans les rues des territoires palestiniens occupés par le régime sioniste. Le *Bâton de Moïse* a diffusé une vidéo sur sa chaîne *Telegram*, vendredi matin, montrant qu'il a piraté les caméras de surveillance dans les rues de la Palestine occupée, pas loin des locaux de la fameuse compagnie Rafael. Dans un message publié sur son site web, intitulé « Nous voyons par vos yeux », le groupe de hackers s'est adressé aux responsables israéliens : « Nous vous surveillons depuis de nombreuses années, à chaque instant et à chaque étape, ce n'est qu'une partie de notre surveillance sur vos activités grâce à l'accès aux caméras de surveillance, nous avons déjà dit que nous vous frapperions alors que vous ne l'auriez jamais imaginé ».

(Press TV, le 29-01-2022)

Renseignor
le Renseignement ouvert par la radio

Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement
12/14 rond-point des Champs Elysées - 75008 Paris
01 53 53 15 30